



PRÉFÈTE D'INDRE-ET-LOIRE

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement Centre-Val de Loire

Parçay-Meslay, le - 6 MARS 2020

Unité Départementale d'Indre-et-Loire

Le Directeur Régional

à

Madame la préfète d'Indre-et-Loire

DCPPAT / Bureau de l'Environnement
15 rue Bernard Palissy
37 925 TOURS Cedex 9

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT Demande d'autorisation environnementale d'exploiter de la société PRIMAGAZ située sur la commune de Druye (37)

1. OBJET DE LA DEMANDE

Par lettre déposée en préfecture d'Indre-et-Loire le 23 avril 2019,

PRIMAGAZ, a sollicité une autorisation environnementale pour une future implantation de la société PRIMAGAZ, sur le territoire de la commune de Druye (37), au lieu-dit « Le grand Noyer ».

Cette demande porte sur le projet de création d'un nouveau « relais-vrac », dont les installations principales seront :

- un réservoir sous talus de stockage de 400 m³ de gaz inflammables liquéfiés (propane),
- des postes de chargement / déchargement de camions citernes,
- un réseau incendie autonome.

Ce projet fait suite à la mise en œuvre de la mesure supplémentaire associée au PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) PRIMAGAZ de Saint-Pierre-des-Corps, approuvé le 20 octobre 2017, prévoyant la cessation d'activité des installations situées à Saint-Pierre-des-Corps (Seveso seuil haut) et la création d'un « relais-vrac » classé sous le régime de l'autorisation à statut Seveso seuil bas dans le périmètre de Tours Métropole.

La mesure supplémentaire permet de soustraire une population importante de la commune de Saint-Pierre-des-Corps aux risques induits par l'existence du site PRIMAGAZ (statut Seveso seuil haut) sur cette commune, et ce, en supprimant le périmètre susceptible de faire l'objet de mesures foncières pour 107 logements (50 expropriations et 57 délaissements) et 3 activités industrielles.

Il est à noter que l'ensemble des travaux prescrits dans le projet d'arrêté préfectoral pour la construction du relais-vrac jusqu'à sa mise en service sont considérés comme des mesures supplémentaires du PPRT de Primagaz et font donc l'objet d'un financement tri-partite de la part de l'État, de l'exploitant et des collectivités en application de la convention de financement en date du 14 juin 2017.

Un dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposé le 23 avril 2019, puis complété le 11 juillet 2019, ainsi que le 12 novembre 2019 afin de prendre en compte les remarques formulées par l'autorité environnementale (AE) du CGEDD.

La fiche ci-jointe récapitule :

- le périmètre des autorisations sollicitées,
- l'ensemble des étapes de la procédure d'instruction,
- les consultations réglementaires effectuées en application des dispositions des articles R. 181-18 à R. 181-33 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'examen préalable,
- les consultations réglementaires effectuées en application des dispositions des articles R. 181-36 à R. 181-38 du code de l'environnement et les avis rendus lors de la phase d'enquête publique.

1.1. Note de présentation non technique

Conformément à l'article R. 181-13 du Code de l'Environnement, la note de présentation non technique (composée de la note chapeau de juillet 2019 et du résumé non technique commun de novembre 2019) décrit l'établissement, son historique administratif, l'environnement dans lequel il est implanté et le projet objet de la demande d'autorisation environnementale. Le positionnement du projet au regard de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et de la législation des Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (loi sur l'Eau) est décrit dans le Tome I (Présentation générale) du dossier de demande d'autorisation déposé par PRIMAGAZ.

Il est à noter que la note de présentation non technique, conformément aux recommandations de l'AE du CGEDD, représente la fusion des deux résumés non techniques des dossiers PRIMAGAZ et COFIROUTE sous l'appellation « résumé non technique commun » (tome 0-A, référence FTED170683/NT/19-01117 de novembre 2019).

La note chapeau de juillet 2019 et le résumé non technique commun ont été mis en ligne le 17 février 2020, pour les membres du CODERST, sur le site TERRITORIAL NV.

1.2. Maîtrise d'urbanisation

a) Adaptation des documents d'urbanisme

Le plan local d'urbanisme (PLU) de Druye a été approuvé le 17 février 2014 et a fait l'objet d'une modification simplifiée n°1 approuvée le 8 juillet 2015. Le site projeté pour l'installation du futur relais-vrac de la société PRIMAGAZ est basé à l'extrémité ouest de la commune, à l'emplacement d'une ancienne centrale d'enrobage temporaire. Le site, étant classé en zonage A (terrains agricoles), une modification du zonage de PLU de Druye a été lancée afin de prendre en compte la possibilité d'accueil de l'activité industrielle PRIMAGAZ. Une déclaration de projet a ainsi été engagée par madame la préfète d'Indre-et-Loire dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure supplémentaire de réduction du risque à la source prévue par le PPRT des sites PRIMAGAZ-CCMP-GPSPC de Saint-Pierre-des-Corps, en vue d'adapter les dispositions du plan local d'urbanisme en vigueur.

La Déclaration de Projet emportant mise en comptabilité du document d'urbanisme (DECPRO-MECDU) sur le site du Grand Noyer a donné lieu à une enquête publique du 26 août au 27 septembre 2019 et a été approuvée par TMVL (Tours Métropole Val de Loire) le 16 décembre 2019, en créant un secteur Ag : le règlement de cette zone permet les constructions/installations

nécessaires au fonctionnement du relais-vrac PRIMAGAZ. Par ailleurs, ces dispositions interdisent toute activité sans rapport avec l'exploitation du relais-vrac, Seveso seuil bas.

b) Distances d'isolement/d'éloignement

L'implantation du relais-vrac a été déterminée au regard des caractéristiques physiques du terrain et en tenant compte des critères dimensionnant vis-à-vis de la réglementation liée aux études de dangers et au stockage de gaz liquéfiés. Par ailleurs, le terrain choisi par PRIMAGAZ pour l'installation de son relais vrac dispose d'une emprise au sol de 10 ha afin de contenir au maximum les distances d'effets létaux et irréversibles dans les limites de propriété du site. Du fait des mesures de réduction des risques décrites dans l'étude de dangers et retenues par l'exploitant pour son projet, les zones d'effets des phénomènes dangereux identifiés n'impactent pas de bâtiments existants. Ces dernières impactent uniquement des terrains agricoles ainsi que l'autoroute A85 et la voie ferrée reliant Tours à Chinon.

L'étude de dangers conclut que le projet est compatible avec son environnement suivant les arrêtés ministériels du 26 mai 2014¹ et du 29 septembre 2005² ainsi que suivant la circulaire ministérielle du 10 mai 2010³.

À la demande de l'inspection des installations classées, une tierce-expertise de l'étude de dangers a été réalisée par la société AUDITRIX et transmise à l'inspection le 19 décembre 2019. L'étude valide les mesures de maîtrise des risques prévues par la société PRIMAGAZ et le positionnement des accidents dans la grille dite « MMR » (Cf. page 71 du résumé non technique commun) définie par la circulaire du 10 mai 2010.

Par ailleurs, le projet d'arrêté impose les dispositions particulières suivantes :

- en son article 1.6, l'exploitant établit, dans le mois suivant la mise en service du relais vrac, une plaquette d'information et d'alerte pour les populations voisines relatant les dangers encourus, les mesures de sécurité et le comportement à adopter ;
- en son article 8.8.5.2, l'exploitant met en place dans son POI (Plan d'Opération Interne) une procédure qui prévoit les modalités d'alerte des gestionnaires de l'autoroute A85 et de la voie ferrée en cas d'accident survenu sur le site.

Un rapport d'information sera rédigé par l'inspection des installations classées pour l'établissement du « porter à connaissance », conformément à la circulaire du 4 mai 2007 relative au porter à la connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées, dans le but d'assurer la pérennité des restrictions d'usage autour de l'installation classée.

2. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

Le projet de prescriptions ci-joint tient compte des mesures prévues par le pétitionnaire et de celles imposées par la réglementation applicable (et plus spécifiquement l'arrêté ministériel du 2 janvier 2008 relatif aux réservoirs fixes manufacturés de gaz inflammables liquéfiés, de capacité unitaire supérieure ou égale à 50 tonnes, présents au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n°4718 de la nomenclature des installations classées, à l'exception des stockages réfrigérés ou cryogéniques).

- 1 Arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.
- 2 Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
- 3 Circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003.

2.1. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

2.1.1. En relation avec la procédure d'instruction

Pour répondre aux préoccupations exprimées lors de l'enquête publique ayant eu lieu du 26 novembre au 27 décembre 2019 et notamment à la réserve de la commission d'enquête, le projet d'arrêté impose les prescriptions suivantes :

- L'exploitant est autorisé à exploiter au maximum un réservoir sous talus de 400 m³ de propane soit 176 tonnes (régime de l'autorisation au titre de la rubrique 4718 – statut « seuil bas ») ;
- L'exploitant doit déposer et évacuer les rails de l'embranchement ferré désaffecté avant la mise en service du réservoir sous talus (article 1.8.3 du projet d'arrêté). Ce point fait partie des mesures supplémentaires du PPRT ;
- L'exploitant doit mettre en place, à l'attention de ses transporteurs ainsi qu' à ceux de ses compétiteurs venant décharger et charger sur le site de Druye, un protocole de sécurité interdisant la traversée des camions en transit (même petits-porteurs) dans le centre du bourg de Druye (exceptions faites des livraisons de clients dans Druye), avant la mise en service de l'installation (titre 12 – annexe 5 – article 8.6.6 du projet d'arrêté) ;
- L'exploitant doit établir, avant la mise en service du relais-vrac, une procédure conjointe avec le gestionnaire de la ligne de chemin de fer Tours-Chinon afin de pouvoir arrêter la circulation des trains, dès le déclenchement du POI sur le site du relais vrac. Cette procédure est intégrée dans le POI (Plan d'Opération Interne) du site (titre 12 – annexe 5 – article 8.8.5.2 du projet d'arrêté) ;
- L'exploitant doit définir dans son POI, avant la mise en service du relais-vrac, les modalités d'alerte du gestionnaire de l'autoroute A85 (qui relie Angers à Vierzon), en cas d'évènement majeur sur son site pouvant impacter par effets de surpression 20 mbar (bris de vitres) le tronçon d'autoroute qui borde le site au Nord-Est (titre 12 – annexe 5 – article 8.8.5.2 du projet d'arrêté).

2.1.2. Selon l'analyse des services instructeurs et du service coordonnateur

Les recommandations des différents services instructeurs ont été reprises dans le projet d'arrêté préfectoral. En particulier le projet d'arrêté impose :

- Aucun chargement ou déchargement ne peut être réalisé par wagons (titre 12 – annexe 5 – article 8.7.13 du projet d'arrêté) ;
- Pour éviter un afflux de camions trop important simultanément, les horaires d'arrivée sont gérées par le service logistique de la société PRIMAGAZ. En cas de souci de site, le service logistique peut informer les transporteurs afin de dérouter les camions vers un autre site (titre 12 – annexe 5 – article 8.2.5 du projet d'arrêté) ;
- Le stationnement des camions est interdit à l'intérieur du site, seules des zones temporaires d'attente pour permettre aux chauffeurs d'effectuer les démarches administratives sont présentes. Au maximum, 5 camions peuvent être présents simultanément sur le site (titre 12 – annexe 5 – article 8.2.5 du projet d'arrêté) ;
- Diverses mesures d'évitement, de réduction et de compensation (démarche « ERC ») des impacts sont prescrites en phase travaux et en phase exploitation sur diverses zones à enjeux afin de protéger la faune, la flore mais également une zone humide identifiée au droit du site : pose de filet anti-amphibiens, pose d'un dalot précontraint, suivi écologique, plantation de haies semi-arborées et d'une saulaie, deux périodes minimum de fauchage, préconisations sur les bassins de rétention (article 2.1.2 du projet d'arrêté) ;
- Le réservoir sous talus est conçu et exploité conformément à la réglementation des équipements sous pression et notamment conformément aux dispositions spécifiques de conception, construction et d'implantation définies dans le cahier technique professionnel AFIAP disponible en annexe 7 de l'étude de dangers (titre 12 – annexe 5 – article 8.7.11 du projet d'arrêté).

3. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments fournis par la société PRIMAGAZ dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire, considérant :

- que la délocalisation du relais-vrac sur la commune de Druye est une mesure supplémentaire du PPRT de PRIMAGAZ à Saint-Pierre-des-Corps (37) ;
- que le projet de création d'un relais-vrac à Druye est soumis à autorisation environnementale ;
- que la société PRIMAGAZ a justifié ses capacités techniques et financières ;
- que la société PRIMAGAZ a mené dans son dossier une démarche de réduction du risque à la source pour limiter les effets de son projet ;
- que la commission d'enquête et le public ont eu accès lors de l'enquête publique à l'étude de dangers dans sa version complète et confidentielle de 166 pages et ses addendums ;
- que les consultations effectuées susvisées ont permis notamment en matière de maîtrise des risques de faire évoluer le projet initial et que les mesures ainsi imposées dans le présent arrêté à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- que la tierce-expertise de l'étude de dangers susvisée valide les mesures de sécurité prévues par la société PRIMAGAZ et le positionnement des accidents dans la grille dite MMR (Mesures de Maîtrise des Risques) ;
- que l'ensemble des mesures constructives, instrumentales et organisationnelles mises en place et prévues par la société PRIMAGAZ permettent de maîtriser les risques liés aux produits stockés ;
- que les mesures de maîtrise des risques mises en place par la société PRIMAGAZ permettent de maintenir un niveau de sécurité acceptable des installations ;
- qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;
- que des mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature ainsi que de préservation de la biodiversité et de l'intégration paysagère sont édictées par le présent arrêté ;
- que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes et ne peuvent ainsi être mises à disposition du grand public ;
- que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L.311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques non communicables dans le présent arrêté ;
- que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie de l'exploitation d'un relais-vrac de propane projeté par la société PRIMAGAZ sur le territoire de la commune de Druye.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète d'Indre-et-Loire d'accorder l'autorisation environnementale sollicitée par la société Compagnie des Gaz de Pétrole PRIMAGAZ, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 181-39 du Code de l'environnement, la note de présentation non technique (constituée du résumé non technique commun et de la note chapeau) de la présente demande d'autorisation environnementale et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur ont été transmis pour information au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires.

En application de l'article R 181-39 du Code de l'environnement, les dispositions du projet d'arrêté préfectoral peuvent être présentés au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires.

En vertu des dispositions du Code de l'environnement relatives à la durée de la phase de décision, la signature de l'arrêté préfectoral devra intervenir avant le **15 avril 2020**.